

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 1 oktober 1991 betreffende de procedure voor de onderlinge afstemming van de in het onderwijs voor sociale promotie uitgereikte bekwaamheidsbewijzen;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 april 1992 betreffende de delegatie van bevoegdheden op het gebied van het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 18 juli 1994 betreffende de kwalificaties die door het secundair onderwijs worden toegekend met het oog op sociale promotie onder stelsel 1, inzonderheid op artikel 6, § 1, 2°, en § 2 ;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 maart 2016 tot goedkeuring van het referentiedossier voor het onderdeel "Aanvullende algemene opleiding met het oog op het behalen van het getuigschrift dat overeenkomt met het getuigschrift hoger secundair onderwijs" (code 041700S20D3), ingedeeld op het niveau hoger secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 en dat 720 lestijden omvat;

Gelet op het gunstig advies van de Raadplegingscel van 25 april 2022, bijeengeroepen in toepassing van artikel 75 van het decreet van 16 april 1991 houdende de organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het eensluidend advies van de Algemene Raad voor het onderwijs voor sociale promotie van 29 april 2022,

Besluit :

Artikel 1. Het referentiedossier voor het vak " Patronenmaker - gradeur " (code 523130S20D1) alsmede de referentiedossiers voor de onderwijseenheden waaruit dit vak bestaat, worden goedgekeurd.

Deze afdeling is ingedeeld op het niveau van het secundair onderwijs voor sociale promotie van de derde graad.

Acht van de onderwijseenheden waaruit ze is samengesteld, zijn ingedeeld op het niveau van het overgangsonderwijs van het hoger secundair onderwijs en één onderwijseenheid is ingedeeld op het niveau van het kwalificerend hoger secundair onderwijs.

Art. 2. Het bekwaamheidsbewijs dat wordt toegekend aan het einde van de afdeling " Patronenmaker - gradeur " (code 523130S20D1) is het getuigschrift " Patronenmaker - gradeur " specifiek voor het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie.

Art. 3. De geleidelijke omvorming van de betrokken bestaande structuren begint uiterlijk op 1 januari 2024.

De in dit besluit genoemde afdeling komt in de plaats van de afdeling " Patronenmaker - gradeur " (code 523130S20S1).

Art. 4. Het getuigschrift dat overeenstemt met het getuigschrift van hoger secundair onderwijs (CESS) wordt uitgereikt aan de student die houder is van het getuigschrift "Patronenmaker - gradeur" dat eigen is aan het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie en van het getuigschrift "aanvullende algemene opleiding met het oog op het behalen van het getuigschrift dat overeenstemt met het getuigschrift van hoger secundair onderwijs" dat eigen is aan het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2022.

Brussel, 7 juli 2022.

V. GLATIGNY,

Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie-, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/206317]

19 OCTOBRE 2022. — Décret relatif aux sociétés régionales de développement économique et aux sociétés spécialisées (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *La NewCO*

Section 1^{re}. — Création et missions

Article 1^{er}. Il est créé, sous la dénomination NewCO, ci-après " la Société ", une société d'intérêt public constituée sous la forme d'une société anonyme.

La Société est une société régionale d'investissement au sens de la loi du 2 avril 1962 relative à la Société fédérale de Participations et d'Investissement et aux sociétés régionales d'investissement.

Pour tout ce qui n'est pas réglé par le présent décret, la Société est soumise aux dispositions du Code des sociétés et des associations.

Dans l'ensemble de ses interventions, la Société veille, par application des règles de bonne gestion industrielle, financière et commerciale, à dégager une rentabilité globale.

Art. 2. Le siège social de la Société est situé en Région wallonne.

Art. 3. La Société a pour objet de soutenir la création, la croissance et la pérennité des entreprises en Région wallonne dans une perspective de développement de l'emploi en Région wallonne, de valeur ajoutée et de durabilité.

Art. 4. § 1^{er}. Afin de contribuer à la réalisation de son objet social, la Société remplit les missions suivantes : 1° prendre des participations dans le capital social ou les capitaux propres ou prendre des intérêts;

2° apporter, moyennant rémunération, un soutien financier aux entreprises sous la forme d'un prêt, subordonné ou non, ou d'autres formes d'avances de ce type;

3° accorder, moyennant commission, une garantie, le cas échéant partielle et/ou supplétive sur le remboursement en capital et intérêts de prêts ou crédits consentis par :

a) des établissements de crédit et des établissements financiers agréés par la Banque nationale de Belgique ou toute autre autorité de supervision prudentielle étrangère;

b) des sociétés spécialisées dans le financement des opérations de création et de développement des entreprises;

4° accorder une garantie au bénéfice de contrepartie dans le cadre d'opérations nationales ou internationales de financement, d'investissement et de financement de projet;

5° offrir des services d'appui et d'accompagnement au développement économique et technologique de la Région wallonne, et pour ce faire, notamment, structurer, piloter et évaluer un réseau d'opérateurs intégré, lisible et visible afin de favoriser l'entrepreneuriat, la croissance et l'innovation;

6° développer des projets de politique industrielle, en ce compris ce qui concerne la relocalisation industrielle ou économique, mais également la reconversion des sites industriels;

7° dans le but de mener au mieux ces missions, mettre en place une politique d'anticipation et de veille stratégique, afin notamment d'éclairer les secteurs émergents à haut potentiel pour les investissements de la Société, de détecter les chaînes de valeur à compléter dans le cadre de la mission visée au 6°, et d'anticiper les difficultés d'entreprises participées liées à certains modèles économiques déclinants.

§ 2. Un arrêté du Gouvernement peut confier à la Société des missions qui lui sont déléguées en rapport avec son objet social.

La Région procure à la Société les ressources financières nécessaires à l'accomplissement des missions déléguées qui lui sont confiées et à la couverture des charges qui en découlent pour elle.

Les opérations exécutées par la Société en application de ces missions sont présentées de manière distincte dans ses comptes.

La Société peut créer des filiales spécialisées visées à l'article 6 afin d'exercer les missions déléguées qui lui sont confiées.

Section 2. — Moyens d'action

Art. 5. § 1^{er}. Pour accomplir ses missions, la Société peut : 1° faire partie de toute association, tout groupe ou syndicat, ou y prendre des intérêts;

2° acquérir une participation dans le capital d'une société par voie d'apport, de fusion, de cession, de souscription d'actions lors d'une constitution de société ou d'une augmentation de capital social ou de capitaux propres ou par tous autres moyens;

3° souscrire ou émettre des emprunts, obligataires ou non, convertibles ou non, subordonnés ou non, ou octroyer des prêts;

4° prendre toutes garanties et sûretés personnelles ou réelles telles que le gage sur fonds de commerce;

5° procéder à l'acquisition et à la vente de tout bien immobilier et de tout effet, titre, instrument financier ou bien mobilier dans le cadre de la gestion de sa trésorerie;

6° d'une manière générale, faire toute opération se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou de nature à en favoriser la réalisation.

§ 2. Lorsqu'elle octroie un prêt, la Société conclut une convention qui prévoit les modalités de ce prêt.

Lorsque la Société prend des participations dans le capital social ou les capitaux propres d'une société, elle conclut dans la mesure du possible une convention d'actionnaires qui prévoit à tout le moins les modalités relatives à la gouvernance de la société concernée, au transfert d'actions et à la sortie éventuelle de la Société.

§ 3. La Société peut recourir aux services de tiers et les charger de toute mission utile à la réalisation de son objet social.

Art. 6. § 1^{er}. La Société, après accord du Gouvernement, peut créer des filiales spécialisées dont elle détient, directement ou indirectement, la majorité des titres représentatifs du capital social ou des capitaux propres.

La Région est autorisée à détenir directement des titres représentatifs du capital social ou des capitaux propres des filiales spécialisées.

L'objet social des filiales spécialisées, défini par leurs statuts, doit s'intégrer dans celui de la Société.

§ 2. Leur objet social peut comprendre les missions qui leur sont déléguées par décret ou par arrêté du Gouvernement en vue de contribuer à la mise en œuvre de la politique économique de la Région. Lorsque les missions qui leur sont déléguées par arrêté du Gouvernement constituent une extension de leur objet social, l'arrêté du Gouvernement doit être confirmé par décret dans les six mois de son adoption, à défaut de quoi il est censé n'avoir produit aucun effet.

Les filiales spécialisées exécutent strictement et fidèlement les missions déléguées par décret ou par arrêté du Gouvernement, conformément aux modalités définies par le Gouvernement.

La Région procure aux filiales spécialisées les ressources financières nécessaires à l'accomplissement de ces missions. Les opérations effectuées par les filiales spécialisées dans le cadre de ces missions sont présentées de façon distincte dans leurs comptes.

§ 3. L'article 5 est applicable aux filiales spécialisées.

Section 3. — Financement

Art. 7. La Société finance elle-même ses missions, par son patrimoine, ainsi que les produits de ses activités, sans préjudice de l'article 4, § 2. Pour financer les missions visées à l'article 4, § 1^{er}, la Société peut avoir recours à l'emprunt et mobiliser les programmes et les sources européennes et internationales complémentaires de financement et d'expertise de nature à soutenir la création, la croissance et la pérennité des entreprises en Région wallonne.

Art. 8. La Société et les filiales spécialisées peuvent contracter ou émettre, dans le public ou non, des emprunts obligataires ou non, convertibles ou non, subordonnés ou non. Le Gouvernement peut accorder la garantie de la Région à ces emprunts aux conditions et pour les montants qu'il détermine. Les émissions d'emprunts obligataires dans le public sont soumises à l'autorisation du Gouvernement qui en approuve les conditions, après avis du Conseil régional du Trésor.

L'encours maximum des engagements de la Société et de ses filiales spécialisées qui sont garantis par la Région en application des alinéas 1^{er} et 2 est fixé à 250 millions d'euros.

Les décaissements réalisés par la Région en vertu de sa garantie lui sont remboursés en principal, majorés des intérêts au même taux que celui des emprunts garantis.

Les remboursements dus par la Société et ses filiales spécialisées sont faits par voie de prélèvements sur le bénéfice de l'exercice suivant et, s'il échet, des exercices ultérieurs.

La Société et les filiales spécialisées peuvent accorder des prêts.

Section 4. — Fonctionnement

Sous-section 1^{re}. — Actionnariat, capital et statut

Art. 9. Les titres représentatifs du capital social ou des capitaux propres de la Société et de ses filiales spécialisées sont nominatifs. L'article 7: 78 du Code des sociétés et des associations n'est pas applicable à la Société.

Art. 10. La Région détient au moins nonante-huit pour cent et demi des titres représentatifs du capital de la Société.

Art. 11. Les statuts de la Société et de ses filiales spécialisées, ainsi que toutes modifications à ces statuts, sont soumis à l'approbation du Gouvernement et entrent en vigueur après cette approbation. Après approbation du Gouvernement, les modifications de statuts sont envoyées au Parlement pour information.

Sous-section 2. — Dissolution

Art. 12. La dissolution avec liquidation de la Société est prononcée uniquement par un décret qui règle le mode et les conditions de la liquidation.

Sous-section 3. — Organes

Art. 13. Les pouvoirs, la composition et le fonctionnement des organes de la Société sont réglés par ses statuts.

Art. 14. § 1^{er}. La Société est administrée par un conseil d'administration composé de minimum huit et maximum douze membres.

§ 2. Les personnes qui exercent une fonction rendue incompatible par les statuts de la société concernée, ainsi que par toute loi, décret ou arrêté ne peuvent remplir la fonction d'administrateur de la Société et de ses filiales spécialisées.

Le mandat des membres du conseil d'administration de la Société est d'une durée de cinq ans, renouvelable. Les membres du conseil d'administration sont nommés pour la durée de la législature dans les trois mois qui suivent la date de la prestation de serment des membres du Gouvernement à la suite du renouvellement du Parlement wallon. Par exception, le mandat des premiers administrateurs de la Société, nommés lors de sa constitution, est d'une durée de sept ans.

§ 3. Le conseil d'administration nomme parmi ses membres, sur avis conforme du Gouvernement, un président et un vice-président.

En cas de parité des votes, la voix du président est prépondérante.

§ 4. Le conseil d'administration peut déléguer les pouvoirs qui lui sont dévolus et établit les modalités de cette délégation conformément aux conditions arrêtées par les statuts.

Art. 15. § 1^{er}. Il est institué au sein de la Société un comité de direction. Le comité de direction se compose de cinq à six membres, nommés par le conseil d'administration hors son sein, sur avis conforme du Gouvernement wallon.

§ 2. Le comité de direction remplit les missions suivantes :

- 1° assurer la mise en œuvre des missions qui lui sont confiées par les statuts et par le conseil d'administration;
- 2° assurer la gestion journalière de la Société.

§ 3. Le comité de direction peut déléguer les pouvoirs qui lui sont dévolus et établit les modalités de cette délégation conformément aux conditions arrêtées par les statuts.

§ 4. Sauf en cas de conflit d'intérêt dans leur chef, les membres du comité de direction assistent aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative.

§ 5. Les membres du comité de direction exercent leurs fonctions dans le cadre d'un contrat de travail.

Art. 16. § 1^{er}. Un comité d'orientation est institué auprès du conseil d'administration de la Société. Il émet un avis sur tout projet de la Société ayant des implications en termes de politique de l'emploi tel que les projets de création de filiales spécialisées et de prise de participation. Il peut également émettre d'initiative un avis sur toute matière qui concerne la politique générale de la Société et, particulièrement, en vue de favoriser la création d'emplois.

Il est composé des membres du comité de direction de la Société et des représentants des organisations syndicales représentées au bureau du conseil économique, social et environnemental de Wallonie.

§ 2. Le conseil d'administration peut instituer un ou plusieurs comités d'investissement, de crédit et de garantie.

Sous-section 4. — Contrôles

Art. 17. Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité des opérations à constater dans les comptes annuels de la Société et de ses filiales spécialisées, est effectué par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale de la société concernée conformément au Code des sociétés et des associations.

Art. 18. Chaque année, la Société et les filiales spécialisées remettent au Gouvernement un rapport sur les opérations réalisées, selon la temporalité fixée par les statuts. Le rapport remis par la Société comporte à tout le moins une analyse sectorielle des activités et le suivi de la politique de durabilité environnementale, sociale et de gouvernance de la Société. Cette politique inclut, pour les dossiers d'investissement analysés par la Société, des critères non financiers dans une grille d'analyse des dossiers d'investissement, à côté de l'analyse financière stricto sensu.

Le Gouvernement peut en outre interroger la Société et les filiales spécialisées à tout moment sur leurs missions et leurs stratégies.

Chaque année, le Gouvernement transmet au Parlement le rapport à cet égard, au plus tard un mois après avoir reçu le rapport visé à l'alinéa 1^{er}.

Sous-section 5. — Personnel

Art. 19. Le lien entre la Société et les filiales spécialisées, d'une part, et les membres de leur personnel, d'autre part, est de nature contractuelle.

Sous-section 6. — Dispositions diverses

Art. 20. La direction territorialement compétente du comité d'acquisition de la Région wallonne a qualité pour conférer l'authenticité à tout acte relatif à l'organisation ainsi qu'à l'administration interne de la Société et de ses filiales spécialisées.

Art. 21. Pendant toute la période durant laquelle la Région, la Société et ses filiales spécialisées détiennent une participation de vingt-cinq pour cent ou plus dans une société, elles peuvent à tout moment exiger tout renseignement de cette société. Elles prennent connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et de toutes les écritures de cette société.

Art. 22. Sans préjudice des obligations qui leur sont imposées par la loi ou par décret, et hors les cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice, les membres du conseil d'administration, les membres du comité de direction, les membres d'un comité de crédit, les membres du comité d'orientation, les commissaires, les commissaires du Gouvernement, ainsi que le personnel de la Société ou de ses filiales spécialisées ne divulguent pas des renseignements ou de faits confidentiels dont ils ont eu connaissance en raison de leurs fonctions. L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable aux communications indispensables à l'accomplissement de ses missions par la Société et ses filiales spécialisées avec le Gouvernement wallon.

Art. 23. § 1^{er}. Sont punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 300 à 1 000 euros ou d'une de ces peines seulement, ceux qui : 1^o refusent de donner les renseignements visés à l'article 21;

2^o donnent sciemment des renseignements visés à l'article 21 inexacts ou incomplets.

§ 2. Toute infraction à l'article 22 est punie d'un emprisonnement de huit jours à six mois ou d'une amende de 300 à 1 000 euros.

§ 3. Les dispositions du Livre I^{er} du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions visées aux paragraphes 1^{er} et 2.

Chapitre 2. — Sociétés spécialisées

Art. 24. § 1^{er}. En vue de favoriser le développement économique de la Région et d'organiser les synergies nécessaires, le Gouvernement peut créer, seul ou avec d'autres personnes de droit public ou privé, des sociétés spécialisées dont la Région détient la majorité des titres représentatifs du capital social ou des capitaux propres. La création d'une société spécialisée fait l'objet d'une information du Parlement de la part du Gouvernement, dans un délai d'un mois suivant la décision du Gouvernement.

La Région peut détenir des titres représentatifs du capital social ou des capitaux propres des sociétés spécialisées en propre ou dans le cadre d'une mission déléguée confiée à une ou plusieurs entités qu'elle désigne.

L'objet social des sociétés spécialisées est de réaliser les missions qui leur sont déléguées par décret ou par arrêté du Gouvernement, aux conditions qu'il détermine, ainsi que des missions pour compte propre telles que définies dans leurs statuts.

Les sociétés spécialisées sont administrées par un conseil d'administration et un comité de direction nommé par le conseil d'administration hors son sein.

§ 2. Les sociétés spécialisées sont des sociétés d'intérêt public au sens de la loi du 2 avril 1962 relative à la Société fédérale de Participations et d'Investissement et aux sociétés régionales d'investissement, constituées sous la forme de sociétés visées par le Code des sociétés et des associations. Pour tout ce qui n'est pas réglé par ou en vertu d'un décret, ces sociétés sont soumises aux dispositions du Code des sociétés et des associations.

§ 3. La Société publique d'Aide à la qualité de l'environnement est une société spécialisée.

§ 4. Les sociétés spécialisées exécutent strictement et fidèlement les missions déléguées par décret ou par arrêté du Gouvernement, conformément aux modalités définies par le Gouvernement.

§ 5. La Région procure aux sociétés spécialisées les ressources financières nécessaires à l'accomplissement de ces missions. Les opérations effectuées par les sociétés spécialisées dans le cadre de ces missions sont présentées de façon distincte dans leurs comptes.

§ 6. Dans les limites de leurs objets et de leurs missions, les sociétés spécialisées peuvent :

1^o faire partie de toute association, tout groupe ou syndicat, ou y prendre des intérêts;

2^o acquérir une participation dans le capital d'une société par voie d'apport, de fusion, de cession, de souscription d'actions lors d'une constitution de société ou d'une augmentation de capital social ou de capitaux propres ou par tous autres moyens;

3^o souscrire ou émettre, dans le public ou non, des emprunts, obligataires ou non, convertibles ou non, subordonnés ou non, ou octroyer des prêts;

4^o prendre toutes garanties et sûretés personnelles ou réelles, telles que le gage sur fonds de commerce;

5^o procéder à l'acquisition et à la vente de tout bien immobilier et de tout effet mobilier dans le cadre de la gestion de leur trésorerie;

6^o d'une manière générale, faire toute opération qui se rapporte directement ou indirectement à leurs missions ou de nature à en favoriser la réalisation.

§ 7. Les sociétés spécialisées peuvent recourir aux services de tiers et les charger de toute mission utile à la réalisation de leur objet.

§ 8. Lorsqu'une société spécialisée octroie un prêt, elle conclut une convention qui prévoit les modalités de ce prêt.

Lorsqu'une société spécialisée prend des participations dans le capital social ou les capitaux propres d'une société, elle conclut, dans la mesure du possible, une convention d'actionnaires qui prévoit à tout le moins les modalités relatives à la gouvernance de la société concernée, au transfert d'actions et à la sortie éventuelle de la société spécialisée.

§ 9. Le Gouvernement peut, aux conditions et pour les montants qu'il détermine, accorder la garantie de la Région, rémunérée ou non, aux emprunts souscrits ou émis par les sociétés spécialisées.

L'encours maximum des engagements des sociétés spécialisées qui sont garantis par la Région en application de l'alinéa 1^{er} est fixé à 250 millions d'euros.

Les émissions d'emprunts obligataires dans le public sont soumises à l'autorisation du Gouvernement qui en approuve les conditions, après avis du Conseil régional du Trésor.

Les décaissements réalisés par la Région en vertu de sa garantie lui sont remboursés en principal, majorés des intérêts au même taux que celui des emprunts garantis. Les remboursements dus par les sociétés spécialisées sont faits par voie de prélèvements sur le bénéfice de l'exercice suivant et, s'il échet, des exercices ultérieurs.

§ 10. Les titres représentatifs du capital social ou des capitaux propres des sociétés spécialisées sont nominatifs.

§ 11. Les statuts des sociétés spécialisées, ainsi que toutes modifications à ces statuts sont soumis à l'approbation du Gouvernement.

Après approbation du Gouvernement, ces modifications de statuts sont envoyées au Parlement pour information dans le mois de ladite approbation.

§ 12. Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité des opérations à constater dans les comptes annuels des sociétés spécialisées, est effectué par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale conformément au Code des sociétés et des associations.

§ 13. La dissolution avec liquidation des sociétés spécialisées est prononcée uniquement par un décret qui règle le mode et les conditions de la liquidation.

§ 14. Un comité d'orientation peut être institué auprès de chaque société spécialisée.

Il émet un avis sur tout projet de la société spécialisée ayant des implications en termes de politique de l'emploi, tel que les projets de création de filiales et de prise de participation. Il peut également émettre d'initiative un avis sur toute matière qui concerne la politique générale de la société spécialisée et, particulièrement, en vue de favoriser la création d'emplois.

Il est composé des membres du comité de direction de la société spécialisée concernée et des représentants des organisations syndicales représentées au bureau du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie.

Lorsqu'il s'agit d'envisager le développement de nouvelles filiales, ce comité s'ouvre à une concertation la plus large possible avec les représentants du secteur concerné.

§ 15. Chaque année, les sociétés spécialisées remettent au Gouvernement un rapport sur les opérations réalisées, selon la temporalité fixée par les statuts.

Le Gouvernement peut en outre interroger les sociétés spécialisées à tout moment sur leurs missions et leurs stratégies.

Chaque année, le Gouvernement transmet au Parlement les rapports à cet égard au plus tard un mois après avoir reçu le rapport visé à l'alinéa 1^{er}.

§ 16. Pendant toute la période durant laquelle les sociétés spécialisées détiennent une participation de vingt-cinq pour cent ou plus dans une société, elles peuvent à tout moment exiger tout renseignement de cette société. Elles prennent connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et de toutes les écritures de cette société.

§ 17. La direction territorialement compétente du comité d'acquisition de la Région wallonne a qualité pour conférer l'authenticité à tout acte relatif à l'organisation ainsi qu'à l'administration interne des sociétés spécialisées.

§ 18. Le lien entre les sociétés spécialisées, d'une part, et les membres de leur personnel, d'autre part, est de nature contractuelle.

§ 19. Sans préjudice des obligations qui leur sont imposées par la loi ou par décret et hors les cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice, les membres du conseil d'administration, les commissaires, les commissaires du Gouvernement, les membres du comité d'orientation ainsi que le personnel des sociétés spécialisées ne divulguent pas des renseignements ou des faits dont ils ont eu connaissance en raison de leurs fonctions.

L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable aux communications indispensables à l'accomplissement de ses missions par les sociétés spécialisées avec le Gouvernement wallon.

§ 20. Sont punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 300 à 1 000 euros, ou d'une de ces peines seulement, ceux qui :

1° contreviennent aux dispositions du paragraphe 19;

2° refusent de donner les renseignements qu'ils sont tenus de fournir visés au paragraphe 16;

3° donnent sciemment des renseignements visés au paragraphe 16 inexacts ou incomplets.

Toute infraction au paragraphe 19 est punie d'un emprisonnement de huit jours à six mois ou d'une amende de 300 à 1 000 euros.

Les dispositions du Livre I^{er} du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions visées ci-dessus.

Chapitre 3. — Dispositions abrogatoires, modificatives et finales

Art. 25. À la date fixée par le Gouvernement :

1° l'ensemble des actifs et passifs, des droits et obligations de la Société Régionale d'Investissement de Wallonie, dénommée ci-après "SRIW", de la Société wallonne de Gestion et de Participation, dénommée ci-après "SOGEPA", et de la Société wallonne de Financement et de garantie des PME, dénommée ci-après "SOWALFIN", sont transférés de plein droit, en ce compris l'ensemble des subsides, apports publics, propriété intellectuelle et patrimoine informationnel, à la Société;

2° l'ensemble des droits et obligations sociales, dont, de manière non exhaustive, le transfert automatique des contrats de travail en cours d'exécution et le maintien des droits et avantages des travailleurs transférés, sont également repris à cette même date.

Le transfert des droits et obligations prévu à l'alinéa 1^{er} est opposable aux tiers sans autre formalité à cette même date.

Art. 26. Sont abrogés à la date fixée par le Gouvernement : 1° le décret du 11 juillet 2002 organisant le statut de la Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises, en abrégé " SOWALFIN ";

2° les articles 21 à 41 de la loi du 2 avril 1962 relative à la Société fédérale de Participations et d'Investissement et les sociétés régionales d'investissement;

3° le décret du 28 novembre 2013 portant création de l'Agence pour l'Entreprise et l'Innovation, en abrégé : A.E.I.
L'abrogation des dispositions visées à l'alinéa 1^{er} emporte la dissolution des sociétés concernées.

Art. 27. À l'article 2, 20°, du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, les mots " 22, § 2, de la loi du 2 avril 1962 relative à la société fédérale d'investissement et de participations et les sociétés régionales d'investissement " sont remplacés par les mots " 24, § 3, du décret du 19 octobre 2022 relatif aux sociétés régionales de développement économique et aux sociétés spécialisées ", à la date fixée par le Gouvernement.

Art. 28. Le Gouvernement peut constituer et détenir toute société sous la forme de société anonyme de droit public dont la Région détient en tout temps, directement ou indirectement, la majorité des titres représentatifs du capital. Ces sociétés réalisent l'objet social défini par leurs statuts, qui peut comprendre les missions qui leur sont déléguées par décret ou arrêté du Gouvernement en vue de contribuer à la mise en œuvre de la politique de stimulation économique et technologique. Lorsque les missions qui leur sont déléguées par arrêté du Gouvernement constituent une extension de leur objet social, l'arrêté du Gouvernement doit être confirmé par décret dans les six mois de son adoption, à défaut de quoi il est censé n'avoir produit aucun effet.

Sont notamment visées par la présente disposition l'Agence du Numérique et l'Office économique wallon du bois.

Pour tout ce qui n'est pas réglé par ou en vertu du présent décret ou par leurs statuts, ces sociétés sont soumises aux dispositions du Code des sociétés et des associations.

Art. 29. Par dérogation à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 2, les membres du comité de direction qui sont nommés lors de la constitution de la Société ou jusqu'au 1^{er} janvier 2023 sont désignés par le Gouvernement wallon. Il en est de même pour les membres de toute extension du comité de direction qui serait prévue par les statuts de la Société.

Art. 30. § 1^{er}. Dans l'article 3, § 1^{er}, du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, le 2° est remplacé par ce qui suit : " 2° la Société visée à l'article 1^{er} du décret du 19 octobre 2022 relatif aux sociétés régionales de développement économique et aux sociétés spécialisées; ".

§ 2. Dans l'article 3, § 1^{er}, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, le 3° est remplacé par ce qui suit :

" 3° la Société visée à l'article 1^{er} du décret du 19 octobre 2022 relatif aux sociétés régionales de développement économique et aux sociétés spécialisées; ".

§ 3. Dans l'article 3, § 2, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, les mots " au sens de la loi du 2 avril 1962 relative à la Société fédérale d'investissement et aux Sociétés régionales d'Investissement, telle que modifiée par le décret du 6 mai 1999 " sont remplacés par les mots " au sens du décret du 19 octobre 2022 relatif aux sociétés régionales de développement économique et aux sociétés spécialisées ".

Art. 31. Le Gouvernement peut établir et modifier la dénomination sociale de la Société. Le Gouvernement peut adapter la terminologie et les renvois dans les dispositions décrétales en vigueur en fonction des dispositions introduites par le présent décret.

Art. 32. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, sans préjudice des articles 25, 26 et 27.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 octobre 2022.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, de Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Chr. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
C. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2022-2023.

Documents du Parlement wallon, 1050 (2022-2023) N^{os} 1 à 17.

Compte rendu intégral, séance plénière du 19 octobre 2022.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2022/206317]

**19. OKTOBER 2022 — Dekret über regionale Gesellschaften
für Wirtschaftsentwicklung und über spezialisierte Gesellschaften (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Kapitel 1 — *Die NewCO**Abschnitt 1 — Schaffung und Aufgaben*

Artikel 1 - Unter dem Namen NewCO, im Folgenden "die Gesellschaft" genannt, wird eine Gesellschaft öffentlichen Interesses gegründet, die in Form einer Aktiengesellschaft aufgebaut ist.

Die Gesellschaft ist eine regionale Investitionsgesellschaft im Sinne des Gesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung der Föderalen Beteiligungs- und Investitionsgesellschaft und regionaler Investitionsgesellschaften.

Für alle Angelegenheiten, die nicht durch das vorliegende Dekret geregelt werden, unterliegt die Gesellschaft den Bestimmungen des Gesetzbuches über die Gesellschaften und Vereinigungen.

Bei all ihren Handlungen sorgt die Gesellschaft durch die Anwendung der Regeln für eine gute industrielle, finanzielle und kommerzielle Verwaltung dafür, dass eine gesamte Wirtschaftlichkeit erreicht wird.

Art. 2 - Ihr Gesellschaftssitz befindet sich in der Wallonischen Region.

Art. 3 - Das Ziel der Gesellschaft ist es, die Gründung, das Wachstum und den Fortbestand von Unternehmen in der Wallonischen Region im Hinblick auf die Entwicklung der Beschäftigung in der Wallonischen Region, die Wertschöpfung und die Nachhaltigkeit zu unterstützen.

Art. 4 - § 1. Um zur Verwirklichung ihres Gesellschaftszwecks beizutragen, erfüllt die Gesellschaft folgende Aufgaben:

1° sich am Gesellschaftskapital oder am Eigenkapital beteiligen oder Anteile nehmen;

2° Unternehmen gegen Entgelt finanzielle Unterstützung in Form von nachrangigen oder nicht nachrangigen Anleihen oder anderen Formen von Vorschüssen dieser Art gewähren;

3° gegen Provision eine gegebenenfalls partielle und/oder stellvertretende Bürgschaft für die Rückzahlung von Kapital und Zinsen von Anleihen oder Krediten gewähren, die bewilligt werden von:

a) Kreditinstituten und Finanzinstituten, die von der Belgischen Nationalbank oder einer anderen ausländischen Aufsichtsbehörde zugelassen sind;

b) Gesellschaften, die auf die Finanzierung von Maßnahmen zur Gründung und Entwicklung von Unternehmen spezialisiert sind;

4° eine Bürgschaft im Gegenzug zu einer Leistung im Rahmen von nationalen oder internationalen Finanzierungs-, Investitions- und Projektfinanzierungsgeschäften gewähren;

5° Unterstützungs- und Begleitdienste für die wirtschaftliche und technologische Entwicklung der Wallonischen Region anbieten und zu diesem Zweck insbesondere ein integriertes, lesbares und sichtbares Netz von Operatoren strukturieren, leiten und bewerten, um Unternehmertum, Wachstum und Innovation zu fördern;

6° industriepolitische Projekte entwickeln, einschließlich der industriellen oder wirtschaftlichen Verlagerung, aber auch der Umstellung von Standorten;

7° mit dem Ziel, diese Aufgaben bestmöglich zu erfüllen, eine Politik der strategischen Antizipation und Überwachung einführen, um insbesondere die aufstrebenden Sektoren mit hohem Potenzial in Bezug auf die Investitionen der Gesellschaft näher zu beleuchten, die Wertschöpfungsketten zu erkennen, die im Rahmen der in Ziffer 6 genannten Aufgabe zu ergänzen sind, und die Schwierigkeiten der beteiligten Unternehmen im Zusammenhang mit bestimmten rückläufigen Wirtschaftsmodellen vorherzusehen.

§ 2. Ein Erlass der Regierung kann die Gesellschaft mit Aufgaben betrauen, die ihr im Zusammenhang mit ihrem Gesellschaftszweck übertragen werden.

Die Region verschafft der Gesellschaft die finanziellen Mittel, die zur Erfüllung der ihr übertragenen Aufgaben und zur Deckung der sich daraus für sie ergebenden Kosten erforderlich sind.

Die von der Gesellschaft im Rahmen dieser Aufgaben durchgeführten Geschäftsvorgänge werden in ihren Büchern getrennt ausgewiesen.

Die Gesellschaft kann spezialisierte Tochtergesellschaften im Sinne von Artikel 6 gründen, um die ihr übertragenen Aufgaben auszuüben.

Abschnitt 2 — Handlungsmöglichkeiten

Art. 5 - § 1. Um ihre Aufgaben zu erfüllen, kann die Gesellschaft:

1° Vereinigungen, Gruppen oder Verbänden angehören oder sich daran beteiligen;

2° eine Beteiligung am Kapital einer Gesellschaft durch eine Einbringung, eine Fusion, eine Abtretung, eine Zeichnung von Anteilen bei der Gründung einer Gesellschaft oder bei einer Erhöhung des Gesellschaftskapitals oder des Eigenkapitals oder durch alle anderen Mittel erwerben;

3° Obligationsanleihen oder Nicht-Obligationsanleihen, ob konvertibel oder nicht, ob nachrangig oder nicht, aufnehmen oder ausgeben, oder Anleihen gewähren;

4° sich durch jegliche persönliche oder dingliche Bürgschaften oder Sicherheiten absichern, wie durch Anleihen auf den Geschäfts- bzw. Firmenwert;

5° den Erwerb oder den Verkauf aller Immobilien und aller Effekte, Wertpapiere, Finanzinstrumente oder beweglichen Güter im Rahmen der Verwaltung ihrer Finanzmittel vornehmen;

6° generell alle Geschäfte tätigen, die direkt oder indirekt mit ihrem Gesellschaftszweck in Zusammenhang stehen oder dessen Verwirklichung fördern können.

§ 2. Wenn die Gesellschaft eine Anleihe gewährt, schließt sie ein Abkommen ab, das die Modalitäten dieser Anleihe vorsieht.

Wenn die Gesellschaft Beteiligungen am Gesellschaftskapital oder am Eigenkapital einer Gesellschaft erwirbt, schließt sie, soweit möglich, eine Aktionärsvereinbarung ab, die zumindest die Modalitäten in Bezug auf die Führung der betreffenden Gesellschaft, die Übertragung von Anteilen und den möglichen Ausstieg der Gesellschaft vorsieht.

§ 3. Die Gesellschaft kann Dienste von Drittpersonen in Anspruch nehmen, und diese mit jeglicher Aufgabe beauftragen, die zur Erfüllung ihres Gesellschaftszwecks nützlich ist.

Art. 6 - § 1. Die Gesellschaft kann nach Zustimmung der Regierung spezialisierte Tochtergesellschaften gründen, bei denen sie direkt oder indirekt die Mehrheit der Anteile am Gesellschaftskapital oder am Eigenkapital hält.

Die Region ist berechtigt, direkt Anteile am Gesellschaftskapital oder am Eigenkapital der spezialisierten Tochtergesellschaften zu halten.

Der Gesellschaftszweck der spezialisierten Tochtergesellschaften, der durch ihre Satzungen festgelegt wird, muss sich in den der Gesellschaft eingliedern.

§ 2. Ihr Gesellschaftszweck kann die Aufgaben umfassen, die ihnen per Dekret oder per Erlass der Regierung übertragen werden, um zur Umsetzung der Wirtschaftspolitik der Region beizutragen. Wenn die ihnen durch Erlass der Regierung übertragenen Aufgaben eine Erweiterung ihres Gesellschaftszwecks darstellen, muss der Erlass der Regierung innerhalb von sechs Monaten nach seiner Verabschiedung durch ein Dekret bestätigt werden; andernfalls wird er als unwirksam betrachtet.

Die spezialisierten Tochtergesellschaften führen die per Dekret oder Erlass der Regierung übertragenen Aufgaben gemäß den durch die Regierung bestimmten Modalitäten genau und getreu aus.

Die Region verschafft den spezialisierten Tochtergesellschaften die für die Erfüllung dieser Aufgaben notwendigen finanziellen Mittel. Die von den spezialisierten Tochtergesellschaften im Rahmen dieser Aufgaben durchgeführten Geschäftsvorgänge werden in ihren Büchern getrennt ausgewiesen.

§ 3. Artikel 5 findet auf die spezialisierten Tochtergesellschaften Anwendung.

Abschnitt 3 — Finanzierung

Art. 7 - Die Gesellschaft finanziert ihre Aufgaben selbst, aus ihrem Vermögen sowie aus den Erträgen ihrer Tätigkeiten, unbeschadet des Artikels 4 Paragraph 2.

Um die in Artikel 4 Paragraph 1 genannten Aufgaben zu finanzieren, kann die Gesellschaft auf Anleihen zurückgreifen und Programme sowie ergänzende europäische und internationale Finanzierungs- und Fachwissensquellen mobilisieren, die geeignet sind, die Gründung, das Wachstum und den Fortbestand von Unternehmen in der Wallonischen Region zu unterstützen.

Art. 8 - Die Gesellschaft und die spezialisierten Tochtergesellschaften können in der Öffentlichkeit oder nicht Obligationsanleihen oder Nicht-Obligationsanleihen, ob konvertibel oder nicht, ob nachrangig oder nicht, aufnehmen oder ausgeben. Die Regierung kann die Bürgschaft der Region für diese Anleihen unter den Bedingungen und für die Beträge, die sie festlegt, gewähren.

Die Ausgabe von Obligationsanleihen an die Öffentlichkeit bedarf der Genehmigung der Regierung, die die Bedingungen nach Stellungnahme des Regionalrates für Finanzgebarung genehmigt.

Der Höchstbetrag der Verpflichtungen der Gesellschaft und ihrer spezialisierten Tochtergesellschaften, die in Anwendung der Absätze 1 und 2 von der Region garantiert werden, wird auf 250 Millionen Euro festgelegt.

Die Auszahlungen, die die Region aufgrund ihrer Bürgschaftsleistung tätigt, werden ihr als Kapital zurückerstattet, erhöht um die Zinsen zum gleichen Zinssatz wie demjenigen der garantierten Anleihen.

Die Rückzahlungen der von der Gesellschaft und ihren spezialisierten Tochtergesellschaften geschuldeten Beträge erfolgen durch Abzüge von den Gewinnen des folgenden Geschäftsjahres und gegebenenfalls der nachfolgenden Geschäftsjahre.

Die Gesellschaft und ihre spezialisierten Tochtergesellschaften können Anleihen gewähren.

Abschnitt 4 — Funktionsweise

Unterabschnitt 1 — Kapitalbeteiligung, Kapital und Satzung

Art. 9 - Die Anteile am Gesellschaftskapital oder am Eigenkapital der Gesellschaft und ihrer spezialisierten Tochtergesellschaften sind Namensanteile.

Artikel 7: 78 des Gesetzbuches über die Gesellschaften und Vereinigungen ist nicht auf die Gesellschaft anwendbar.

Art. 10 - Die Region besitzt mindestens achtundneunzig einhalb Prozent der Anteile am Gesellschaftskapital.

Art. 11 - Die Satzungen der Gesellschaft und ihrer spezialisierten Tochtergesellschaften sowie alle Änderungen dieser Satzungen unterliegen der Genehmigung der Regierung und treten nach dieser Genehmigung in Kraft.

Nach der Genehmigung durch die Regierung werden die Satzungsänderungen dem Parlament zu Informationszwecken übermittelt.

Unterabschnitt 2 — Auflösung

Art. 12 - Die Auflösung mit Liquidation der Gesellschaft wird nur aufgrund eines Dekrets ausgesprochen, das den Modus und die Bedingungen der Liquidation regelt.

Unterabschnitt 3 — Organe

Art. 13 - Die Befugnisse, die Zusammensetzung und die Arbeitsweise der Organe der Gesellschaft werden durch ihre Satzungen geregelt.

Art. 14 - § 1. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der sich aus mindestens acht und höchstens zwölf Mitgliedern zusammensetzt.

§ 2. Personen, die ein Amt ausüben, das durch die Satzungen der betreffenden Gesellschaft sowie durch ein Gesetz, ein Dekret oder einen Erlass unvereinbar gemacht wird, dürfen das Amt des Verwalters der Gesellschaft und ihrer spezialisierten Tochtergesellschaften nicht besetzen.

Das Mandat der Mitglieder des Verwaltungsrats der Gesellschaft beträgt fünf Jahre und kann verlängert werden. Die Mitglieder des Verwaltungsrats werden für die Dauer der Legislaturperiode innerhalb von drei Monaten nach dem Datum der Eidesleistung der Regierungsmitglieder nach der Neuwahl des Wallonischen Parlaments ernannt.

In Ausnahmefällen beträgt das Mandat der ersten Verwalter der Gesellschaft, die bei ihrer Gründung ernannt wurden, sieben Jahre.

§ 3. Der Verwaltungsrat ernennt nach gleichlautendem Gutachten der Regierung einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden unter seinen Mitgliedern.

Bei Stimmengleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

§ 4. Der Verwaltungsrat kann die ihm zugewiesenen Befugnisse übertragen und legt die Modalitäten dieser Übertragung gemäß den durch die Satzungen beschlossenen Bedingungen fest.

Art. 15 - § 1. Innerhalb der Gesellschaft wird ein Direktionsausschuss eingerichtet.

Der Direktionsausschuss besteht aus fünf bis sechs Mitgliedern, die vom Verwaltungsrat außerhalb seiner Mitglieder nach gleichlautender Stellungnahme der Wallonischen Regierung ernannt werden.

§ 2. Der Direktionsausschuss erfüllt die folgenden Aufgaben:

1° die Umsetzung der ihm durch die Satzungen und vom Verwaltungsrat anvertrauten Aufgaben;

2° Gewährleistung der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft.

§ 3. Der Direktionsausschuss kann die ihm zugewiesenen Befugnisse übertragen und legt die Modalitäten dieser Übertragung gemäß den durch die Satzungen beschlossenen Bedingungen fest.

§ 4. Außer im Falle eines Interessenkonflikts ihrerseits nehmen die Mitglieder des Direktionsausschusses an den Sitzungen des Verwaltungsrats mit beratender Stimme teil.

§ 5. Die Mitglieder des Direktionsausschusses üben ihre Tätigkeiten im Rahmen eines Arbeitsvertrags aus.

Art. 16 - § 1. Innerhalb des Verwaltungsrates der Gesellschaft wird ein Orientierungsausschuss eingerichtet.

Er gibt eine Stellungnahme zu allen Projekten der Gesellschaft ab, die Auswirkungen auf die Beschäftigungspolitik haben, wie z.B. Projekte zur Gründung von spezialisierten Tochtergesellschaften und zum Erwerb von Beteiligungen. Er kann auch aus eigener Initiative eine Stellungnahme zu allen Themen abgeben, die die allgemeine Politik der Gesellschaft betreffen, insbesondere im Hinblick auf die Schaffung von Arbeitsplätzen.

Er setzt sich aus den Mitgliedern des Direktionsausschusses der Gesellschaft und den Stellvertretern der im Vorstand des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrats der Wallonie vertretenen Gewerkschaftsorganisationen zusammen.

§ 2. Der Verwaltungsrat kann einen oder mehrere Investitions-, Kredit- und Garantieausschüsse einsetzen.

Unterabschnitt 4 — Kontrollen

Art. 17 - Die Kontrolle der Finanzlage, der Jahresrechnung und der Richtigkeit der in der Jahresrechnung festzustellenden Geschäftsvorgänge der Gesellschaft und ihrer spezialisierten Tochtergesellschaften wird von einem oder mehreren Kommissaren durchgeführt, die von der Generalversammlung der betreffenden Gesellschaft gemäß dem Gesetzbuch über die Gesellschaften und Vereinigungen ernannt werden.

Art. 18 - Jedes Jahr legen die Gesellschaft und die spezialisierten Tochtergesellschaften der Regierung einen Bericht über die durchgeführten Geschäftsvorgänge gemäß der in den Satzungen festgelegten zeitlichen Abfolge vor.

Der von der Gesellschaft vorgelegte Bericht enthält zumindest eine Sektoranalyse der Tätigkeiten und die Überwachung der Nachhaltigkeitspolitik in Bezug auf Umwelt, Soziales und Verwaltung. Diese Politik umfasst bei den von der Gesellschaft analysierten Investitionsakten neben der Finanzanalyse im engeren Sinne auch nichtfinanzielle Kriterien in einem Raster für die Analyse der Investitionsakten.

Die Regierung kann darüber hinaus die Gesellschaft und die spezialisierten Tochtergesellschaften jederzeit zu ihren Aufgaben und Strategien befragen.

Jedes Jahr übermittelt die Regierung dem Parlament den diesbezüglichen Bericht, spätestens einen Monat nach Erhalt des in Absatz 1 genannten Berichts.

Unterabschnitt 5 — Personal

Art. 19 - Die Beziehung zwischen der Gesellschaft und den spezialisierten Tochtergesellschaften einerseits und den Mitgliedern ihres Personals andererseits ist vertraglicher Art.

Unterabschnitt 6 — Verschiedene Bestimmungen

Art. 20 - Die örtlich zuständige Direktion des Erwerbssausschusses der Wallonischen Region ist dazu befugt, jedem Akt, der sich auf die Organisation sowie die interne Verwaltung der Gesellschaft und ihrer spezialisierten Tochtergesellschaften bezieht, Echtheit zu verleihen.

Art. 21 - Während des gesamten Zeitraums, in dem die Region, die Gesellschaft und ihre spezialisierten Tochtergesellschaften eine Beteiligung von fünfundzwanzig Prozent oder mehr an einer Gesellschaft halten, können sie jederzeit jegliche Auskunft von dieser Gesellschaft verlangen. Sie können an Ort und Stelle die Bücher, den Briefwechsel, die Protokolle und alle Geschäftsbücher dieser Gesellschaft einsehen.

Art. 22 - Unbeschadet der ihnen durch Gesetz oder Dekret auferlegten Verpflichtungen und außer in den Fällen, in denen sie vor Gericht aussagen müssen, dürfen die Mitglieder des Verwaltungsrats, die Mitglieder des Direktionsausschusses, die Mitglieder eines Kreditausschusses, die Mitglieder des Orientierungsausschusses, die Kommissare, die Regierungskommissare sowie das Personal der Gesellschaft oder ihrer spezialisierten Tochtergesellschaften keine vertraulichen Informationen oder Tatsachen verbreiten, von denen sie aufgrund ihrer Tätigkeiten Kenntnis erhalten haben.

Absatz 1 ist nicht anwendbar auf Mitteilungen, die für die Erfüllung ihrer Aufgaben durch die Gesellschaft und ihre spezialisierten Tochtergesellschaften mit der Wallonischen Regierung unerlässlich sind.

Art. 23 - § 1. Werden mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis zu einem Jahr und einer Geldstrafe von 300 bis 1 000 Euro oder nur einer dieser Strafen bestraft, diejenigen, die:

- 1° sich weigern, die in Artikel 21 genannten Auskünfte zu erteilen;
- 2° wissentlich die in Artikel 21 genannten Auskünfte unrichtig oder unvollständig erteilen.

§ 2. Verstöße gegen Artikel 22 werden mit einer Freiheitsstrafe von acht Tagen bis zu sechs Monaten oder einer Geldstrafe von 300 bis 1 000 Euro geahndet.

§ 3. Die Bestimmungen des Buches I des Strafgesetzbuches, ohne Ausschluss des Kapitels VII und des Artikels 85, sind auf die in den Paragraphen 1 und 2 genannten Verstöße anwendbar.

Kapitel 2 — *Spezialisierte Gesellschaften*

Art. 24 - § 1. Um die wirtschaftliche Entwicklung der Region zu fördern und im Hinblick auf das Organisieren der notwendigen Synergien, kann die Regierung allein oder mit anderen Personen öffentlichen oder privaten Rechts spezialisierte Gesellschaften gründen, bei denen die Region die Mehrheit der Anteile am Gesellschaftskapital oder am Eigenkapital hält. Die Gründung einer spezialisierten Gesellschaft ist Gegenstand einer Information des Parlaments seitens der Regierung innerhalb eines Monats nach dem Beschluss der Regierung.

Die Region kann Anteile am Gesellschaftskapital oder am Eigenkapital von spezialisierten Gesellschaften selbst oder im Rahmen einer übertragenen Aufgabe halten, die einer oder mehreren von ihr bestimmten Körperschaften anvertraut wird.

Der Gesellschaftszweck der spezialisierten Gesellschaften besteht darin, die ihnen durch Dekret oder Erlass der Regierung übertragenen Aufgaben zu den darin festgelegten Bedingungen zu erfüllen sowie Aufgaben für eigene Rechnung, wie sie in ihren Satzungen definiert, zu verrichten.

Die spezialisierten Gesellschaften werden von einem Verwaltungsrat und einem Direktionsausschuss (der vom Verwaltungsrat außerhalb seiner Mitglieder ernannt wird) verwaltet.

§ 2. Die spezialisierten Gesellschaften sind Gesellschaften öffentlichen Interesses im Sinne des Gesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung der Föderalen Beteiligungs- und Investitionsgesellschaft und regionaler Investitionsgesellschaften, die in Form von Gesellschaften im Sinne des Gesetzbuches über die Gesellschaften und Vereinigungen gegründet wurden. Für alle Angelegenheiten, die nicht durch ein Dekret oder gemäß einem Dekret geregelt werden, unterliegen diese Gesellschaften den Bestimmungen des Gesetzbuches über die Gesellschaften und Vereinigungen.

§ 3. Die öffentliche Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität ist eine spezialisierte Gesellschaft.

§ 4. Die spezialisierten Gesellschaften führen die per Dekret oder Erlass der Regierung übertragenen Aufgaben gemäß den durch die Regierung bestimmten Modalitäten genau und getreu aus.

§ 5. Die Region verschafft den spezialisierten Gesellschaften die für die Erfüllung dieser Aufgaben notwendigen finanziellen Mittel. Die von den spezialisierten Gesellschaften im Rahmen dieser Aufgaben durchgeführten Geschäftsvorgänge werden in ihren Büchern getrennt ausgewiesen.

§ 6. Innerhalb der Grenzen ihrer Zwecke und Aufgaben können die spezialisierten Gesellschaften:

- 1° Vereinigungen, Gruppen oder Verbänden angehören oder sich daran beteiligen;
- 2° eine Beteiligung am Kapital einer Gesellschaft durch eine Einbringung, eine Fusion, eine Abtretung, eine Zeichnung von Anteilen bei der Gründung einer Gesellschaft oder bei einer Erhöhung des Gesellschaftskapitals oder des Eigenkapitals oder durch alle anderen Mittel erwerben;
- 3° in der Öffentlichkeit oder nicht Obligationsanleihen oder Nicht-Obligationsanleihen, ob konvertibel oder nicht, ob nachrangig oder nicht, aufnehmen oder ausgeben oder Anleihen gewähren;
- 4° sich durch jegliche persönliche oder dingliche Bürgschaften oder Sicherheiten absichern, wie durch Anleihen auf den Geschäfts- bzw. Firmenwert;
- 5° den Erwerb oder den Verkauf aller Immobilien und aller beweglichen Güter im Rahmen der Verwaltung ihrer Finanzmittel vornehmen;
- 6° generell alle Geschäftsvorgänge tätigen, die direkt oder indirekt mit ihren Aufgaben in Zusammenhang stehen oder deren Verwirklichung fördern können.

§ 7. Die spezialisierten Gesellschaften können Dienste von Drittpersonen in Anspruch nehmen, und diese mit jeglicher Aufgabe beauftragen, die zur Erfüllung ihres Zwecks nützlich ist.

§ 8. Wenn eine spezialisierte Gesellschaft Anleihen gewährt, schließt sie ein Abkommen ab, das die Modalitäten dieser Anleihen vorsieht.

Wenn eine spezialisierte Gesellschaft Beteiligungen am Gesellschaftskapital oder am Eigenkapital einer Gesellschaft erwirbt, schließt sie, soweit möglich, eine Aktionärsvereinbarung ab, die zumindest die Modalitäten in Bezug auf die Führung der betreffenden Gesellschaft, die Übertragung von Anteilen und den möglichen Ausstieg der spezialisierten Gesellschaft vorsieht.

§ 9. Die Regierung kann unter den von ihr festgelegten Bedingungen und für die von ihr festgelegten Beträge die Bürgschaft der Region, sei es bezahlt oder unbezahlt, für die von den spezialisierten Gesellschaften aufgenommenen oder ausgegebenen Anleihen gewähren.

Der Höchstbetrag der Verpflichtungen der spezialisierten Gesellschaften, die in Anwendung des Absatzes 1 von der Region garantiert werden, wird auf 250 Millionen Euro festgelegt.

Die Ausgabe von Obligationsanleihen in der Öffentlichkeit bedarf der Genehmigung der Regierung, die die Bedingungen nach Stellungnahme des Regionalrates für Finanzgebarung genehmigt.

Die Auszahlungen, die die Region aufgrund ihrer Bürgschaftsleistung tätigt, werden ihr als Kapital zurückerstattet, erhöht um die Zinsen zum gleichen Zinssatz wie demjenigen der garantierten Anleihen. Die Rückzahlungen der von den spezialisierten Gesellschaften geschuldeten Beträge erfolgen durch Abzüge von den Gewinnen des folgenden Geschäftsjahres und gegebenenfalls der nachfolgenden Geschäftsjahre.

§ 10. Die Anteile am Gesellschaftskapital oder am Eigenkapital der spezialisierten Gesellschaften sind Namensanteile.

§ 11. Die Satzungen der spezialisierten Gesellschaften sowie alle Änderungen dieser Satzungen unterliegen der Genehmigung der Regierung.

Nach der Genehmigung durch die Regierung werden diese Satzungsänderungen dem Parlament innerhalb eines Monats nach der besagten Genehmigung zu Informationszwecken übermittelt.

§ 12. Die Kontrolle der Finanzlage, der Jahresrechnung und der Richtigkeit der in der Jahresrechnung festzustellenden Geschäftsvorgänge der spezialisierten Gesellschaften wird von einem oder mehreren Kommissaren durchgeführt, die von der Generalversammlung gemäß dem Gesetzbuch über die Gesellschaften und Vereinigungen ernannt werden.

§ 13. Die Auflösung mit Liquidation der spezialisierten Gesellschaften wird nur aufgrund eines Dekrets ausgesprochen, das den Modus und die Bedingungen der Liquidation regelt.

§ 14. Bei jeder spezialisierten Gesellschaft kann ein Orientierungsausschuss eingerichtet werden.

Er gibt eine Stellungnahme zu allen Projekten der spezialisierten Gesellschaft ab, die Auswirkungen auf die Beschäftigungspolitik haben, wie z.B. Projekte zur Gründung von Tochtergesellschaften und zum Erwerb von Beteiligungen. Er kann auch aus eigener Initiative eine Stellungnahme zu allen Themen abgeben, die die allgemeine Politik der spezialisierten Gesellschaft betreffen, insbesondere im Hinblick auf die Schaffung von Arbeitsplätzen.

Er setzt sich aus den Mitgliedern des Direktionsausschusses der betreffenden spezialisierten Gesellschaft und den Stellvertretern der im Vorstand des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrats der Wallonie vertretenen Gewerkschaftsorganisationen zusammen.

Wenn die Entwicklung von neuen Tochtergesellschaften zu erwägen ist, öffnet sich dieser Ausschuss zu der breitesten Konzertierung mit den Vertretern des betroffenen Bereichs.

§ 15. Jedes Jahr legen die spezialisierten Gesellschaften der Regierung einen Bericht über die durchgeführten Geschäftsvorgänge gemäß der in den Satzungen festgelegten zeitlichen Abfolge vor.

Die Regierung kann darüber hinaus die spezialisierten Gesellschaften jederzeit zu ihren Aufgaben und Strategien befragen.

Jedes Jahr übermittelt die Regierung dem Parlament die diesbezüglichen Berichte, spätestens einen Monat nach Erhalt des in Absatz 1 genannten Berichts.

§ 16. Während des gesamten Zeitraums, in dem die spezialisierten Gesellschaften eine Beteiligung von fünfundzwanzig Prozent oder mehr an einer Gesellschaft halten, können sie jederzeit jegliche Auskunft von dieser Gesellschaft verlangen. Sie können an Ort und Stelle die Bücher, den Briefwechsel, die Protokolle und alle Geschäftsbücher dieser Gesellschaft einsehen.

§ 17. Die örtlich zuständige Direktion des Erwerbssausschusses der Wallonischen Region ist dazu befugt, jedem Akt, der sich auf die Organisation sowie die interne Verwaltung der spezialisierten Gesellschaften bezieht, Echtheit zu verleihen.

§ 18. Die Beziehung zwischen den spezialisierten Gesellschaften einerseits und den Mitgliedern ihres Personals andererseits ist vertraglicher Art.

§ 19. Unbeschadet der ihnen durch Gesetz oder Dekret auferlegten Verpflichtungen und außer in den Fällen, in denen sie vor Gericht aussagen müssen, dürfen die Mitglieder des Verwaltungsrats, die Kommissare, die Regierungskommissare, die Orientierungsausschüsse sowie das Personal der spezialisierten Gesellschaften keine Informationen oder Tatsachen verbreiten, von denen sie aufgrund ihrer Tätigkeiten Kenntnis erhalten haben.

Absatz 1 ist nicht anwendbar auf Mitteilungen, die für die Erfüllung ihrer Aufgaben durch die spezialisierten Gesellschaften mit der Wallonischen Regierung unerlässlich sind.

§ 20. Werden mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis zu einem Jahr und einer Geldstrafe von 300 bis 1 000 Euro oder nur einer dieser Strafen bestraft, diejenigen, die:

1° gegen die Bestimmungen von Paragraph 19 verstoßen;

2° sich weigern, die in Paragraph 16 genannten Auskünfte zu erteilen, zu denen sie verpflichtet sind;

3° wissentlich die in Paragraph 16 genannten Auskünfte unrichtig oder unvollständig erteilen.

Verstöße gegen Paragraph 19 werden mit einer Freiheitsstrafe von acht Tagen bis zu sechs Monaten oder einer Geldstrafe von 300 bis 1 000 Euro geahndet.

Die Bestimmungen des Buches I des Strafgesetzbuches, ohne Ausschluss des Kapitels VII und des Artikels 85, sind auf die oben genannten Verstöße anwendbar.

Kapitel 3 — *Aufhebungs-, Abänderungs- und Schlussbestimmungen*

Art. 25 - Am von der Regierung bestimmten Datum:

1° werden alle Aktiva und Passiva, Rechte und Pflichten der Regionalen Investitionsgesellschaft der Wallonie, im Folgenden "SRIW" genannt, der Wallonischen Verwaltungs- und Beteiligungsgesellschaft, im Folgenden "SOGÉPA" genannt, und der Wallonische Finanzierungs- und Garantiegesellschaft der Klein- und Mittelbetriebe, im Folgenden "SOWALFIN" genannt, von Rechts wegen auf die Gesellschaft übertragen, einschließlich aller Zuschüsse, öffentlichen Einlagen, des geistigen Eigentums und des Informationsvermögens;

2° werden alle Rechte und sozialen Pflichten, zu denen unter anderem aber nicht ausschließlich die automatische Übertragung der laufenden Arbeitsverträge und die Aufrechterhaltung der Rechte und Vorteile der übertragenen Arbeiter gehören, ebenfalls an demselben Datum übernommen.

Die in Absatz 1 vorgesehene Übertragung der Rechte und Pflichten ist ohne weitere Formalitäten an demselben Datum gegenüber Dritten wirksam.

Art. 26 - Am von der Regierung bestimmten Datum wird Folgendes aufgehoben:

1° das Dekret vom 11. Juli 2002 zur Regelung der Satzungen der Wallonischen Finanzierungs- und Garantiegesellschaft der Klein- und Mittelbetriebe, abgekürzt "SOWALFIN";

2° die Artikel 21 bis 41 des Gesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung der Föderalen Beteiligungs- und Investitionsgesellschaft und regionaler Investitionsgesellschaften;

3° das Dekret vom 28. November 2013 zur Einrichtung der Agentur für Unternehmen und Innovation, kurz A.U.I.

Die Aufhebung der in Absatz 1 genannten Bestimmungen hat die Auflösung der betreffenden Gesellschaften zur Folge.

Art. 27 - In Artikel 2 Ziffer 20 des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung wird der Wortlaut "22 § 2 des Gesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung der Föderalen Beteiligungs- und Investitionsgesellschaft und regionaler Investitionsgesellschaften" durch den Wortlaut "24 Paragraph 3 des Dekrets vom 19. Oktober 2022 über regionale Gesellschaften für Wirtschaftsentwicklung und über spezialisierte Gesellschaften" an dem von der Regierung bestimmten Datum ersetzt.

Art. 28 - Die Regierung kann jegliche Gesellschaft in Form einer Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts gründen oder halten, deren Mehrheit der Anteile am Gesellschaftskapital die Region jederzeit direkt oder indirekt hält.

Diese Gesellschaften verwirklichen den in ihren Satzungen festgelegten Gesellschaftszweck, der die Aufgaben umfassen kann, die ihnen per Dekret oder per Erlass der Regierung übertragen werden, um zu der Umsetzung der Politik der wirtschaftlichen und technologischen Belebung beizutragen. Wenn die ihnen durch Erlass der Regierung übertragenen Aufgaben eine Erweiterung ihres Gesellschaftszwecks darstellen, muss der Erlass der Regierung innerhalb von sechs Monaten nach seiner Verabschiedung durch ein Dekret bestätigt werden; andernfalls wird er als unwirksam betrachtet.

Unter diese Bestimmung fallen insbesondere die Agentur für digitale Technologien und das Wallonische Wirtschaftsamt für Holz.

Für alle Angelegenheiten, die nicht durch das vorliegende Dekret, gemäß dem vorliegenden Dekret oder durch ihre Satzungen geregelt werden, unterliegen diese Gesellschaften den Bestimmungen des Gesetzbuches über die Gesellschaften und Vereinigungen.

Art. 29 - Abweichend von Artikel 15 Paragraph 1 Absatz 2 werden die Mitglieder des Direktionsausschusses, die bei der Gründung der Gesellschaft oder bis zum 1. Januar 2023 ernannt werden, von der Wallonischen Regierung bestimmt. Dasselbe gilt für die Mitglieder jeder Erweiterung des Direktionsausschusses, die in den Satzungen der Gesellschaft vorgesehen ist.

Art. 30 - § 1. In Artikel 3 Paragraph 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses wird Ziffer 2 durch Folgendes ersetzt:

„2° die in Artikel 1 des Dekrets vom 19. Oktober 2022 über regionale Gesellschaften für Wirtschaftsentwicklung und über spezialisierte Gesellschaften genannte Gesellschaft;“.

§ 2. In Artikel 3 Paragraph 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters wird Ziffer 3 durch Folgendes ersetzt:

„3° die in Artikel 1 des Dekrets vom 19. Oktober 2022 über regionale Gesellschaften für Wirtschaftsentwicklung und über spezialisierte Gesellschaften genannte Gesellschaft;“.

§ 3. In Artikel 3 Paragraph 2 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters wird der Wortlaut „im Sinne des durch das Dekret vom 6. Mai 1999 abgeänderten Gesetzes vom 2. April 1962 über die föderale Investitionsgesellschaft und über die regionalen Investitionsgesellschaften“ durch den Wortlaut „im Sinne des Dekrets vom 19. Oktober 2022 über regionale Gesellschaften für Wirtschaftsentwicklung und über spezialisierte Gesellschaften“ ersetzt.

Art. 31 - Die Regierung kann den Gesellschaftsnamen der Gesellschaft festlegen und ändern.

Die Regierung kann die Terminologie und die Verweise in den geltenden Dekretsbestimmungen entsprechend den durch das vorliegende Dekret eingeführten Bestimmungen anpassen.

Art. 32 - Das vorliegende Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft, unbeschadet der Artikel 25, 26 und 27.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 19. Oktober 2022

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Chr. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

C. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—
Fußnote

(1) Sitzung 2022-2023.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1050 (2022-2023) Nrn. 1 bis 17.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 19. Oktober 2022.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/206317]

19 OKTOBER 2022. — Decreet betreffende de gewestelijke maatschappijen voor economische ontwikkeling en de gespecialiseerde maatschappijen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Hoofdstuk 1. — *NewCo**Afdeling 1. — Oprichting en opdrachten*

Artikel 1. Er wordt, onder de benaming *NewCo*, hierna “de Maatschappij” genoemd, een maatschappij van algemeen nut opgericht in de vorm van een naamloze vennootschap.

De Maatschappij is een gewestelijke investeringsmaatschappij in de zin van de wet van 2 april 1962 betreffende de Federale Investeringsmaatschappij en de Gewestelijke Investeringsmaatschappijen.

Voor alles wat niet bij dit decreet wordt geregeld, wordt de Maatschappij onderworpen aan de bepalingen van het Wetboek der vennootschappen en verenigingen.

In al haar tussenkomsten waakt de Maatschappij er, door de toepassing van de regels inzake zorgvuldig industrieel, financieel en commercieel beheer, over een globale winstgevendheid na te streven.

Art. 2. De bedrijfszetel van de Maatschappij is in het Waalse Gewest gelegen.

Art. 3. De Maatschappij heeft als doel de ondersteuning aan de oprichting, de groei en het voortbestaan van de bedrijven in het Waalse Gewest, in een perspectief van ontwikkeling van de werkgelegenheid in het Waalse Gewest, van toegevoegde waarde en van duurzaamheid.

Art. 4. § 1. Om bij te dragen tot de verwezenlijking van haar maatschappelijk doel, vervult de Maatschappij volgende opdrachten:

1° participaties nemen in het maatschappelijk kapitaal of het eigen vermogen of belangen nemen;

2° de ondernemingen in de vorm van een al dan niet ondergeschikte lening of in andere vormen van voorschotten van dat type, tegen vergoeding, van een financiële ondersteuning voorzien;

3° tegen commissie een, in voorkomend geval gedeeltelijke en/of aanvullende, waarborg toekennen op de terugbetaling in kapitaal of rente van leningen of kredieten toegestaan door:

a) kredietinstellingen of financiële instellingen, erkend door de nationale Bank van België of door iedere andere buitenlandse overheid belast met prudentieel toezicht;

b) vennootschappen gespecialiseerd in de financiering van verrichtingen met het oog op de oprichting en de ontwikkeling van bedrijven;

4° een waarborg toestaan ten voordele van de tegenprestatie in het kader van nationale of internationale financierings-, investerings- en projectfinancieringsoperaties;

5° ondersteunende en begeleidende diensten aanbieden bij de economische en technologische ontwikkeling van het Waals Gewest, en daarvoor met name een geïntegreerd, leesbaar en zichtbaar netwerk van operatoren sturen en beoordelen om het ondernemerschap, de groei en de innovatie te bevorderen;

6° projecten inzake industrieel beleid ontwikkelen, met inbegrip van de industriële of economische herlokalisering, maar eveneens de reconversie van industriesites;

7° met als doel de best mogelijke uitvoering van deze taken, een anticiperend en strategisch waakzaamheidsbeleid voeren, met name om de opkomende hoogpotentiële sectoren voor de investeringen van de Maatschappij in te lichten, meerwaardeketens te onderkennen in het kader van de opdracht bedoeld in 6°, en te anticiperen op de moeilijkheden van deelnemende bedrijven wegens sommige economische modellen die in een neergangsfase zitten.

§ 2. Een regeringsbesluit kan de Maatschappij gedelegeerde opdrachten toevertrouwen die verband houden met haar maatschappelijk doel.

Het Gewest verstrekt de Maatschappij de nodige financiële middelen voor het voltooien van de haar toevertrouwde gedelegeerde opdrachten en voor het dekken van de voor haar daaruit voortvloeiende lasten.

De verrichtingen, door de Maatschappij uitgevoerd in toepassing van deze opdrachten, worden afzonderlijk geboekt.

De Maatschappij kan gespecialiseerde dochterondernemingen oprichten, als bedoeld in artikel 6, om de haar toevertrouwde gedelegeerde opdrachten uit te voeren.

Afdeling 2. — Actiemiddelen

Art. 5. § 1. Om haar opdrachten te voltooien, kan de Maatschappij:

1° deel uitmaken van elke vereniging, groep of elk syndicaat of er belangen in nemen;

2° een participatie in het kapitaal van een vennootschap verkrijgen door inbrenging, fusie, overdracht, intekening op aandelen bij oprichting van een maatschappij of bij een verhoging van het maatschappelijk kapitaal of het eigen kapitaal of bij enig ander middel;

3° intekenen op of uitgifte doen van leningen, al dan niet obligatieleningen, al dan niet converteerbaar, al dan niet ondergeschikt, om leningen toe te kennen;

4° alle persoonlijke of zakelijke waarborgen of zekerheden nemen, met name een pandrecht op een handelszaak;

5° overgaan tot het verwerven of het verkopen van ieder onroerend goed en ieder effect, iedere titel, ieder financieel instrument of roerend goed in het kader van het beheer van haar thesaurie;

6° in het algemeen, iedere verrichting uitvoeren die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houdt met haar maatschappelijk doel of van aard is om de verwezenlijking ervan te bevorderen.

§ 2. Wanneer de Maatschappij een lening toekent, sluit de Maatschappij een overeenkomst waarin de nadere regels voor deze lening worden bepaald.

Wanneer de Maatschappij participaties neemt in het maatschappelijk kapitaal of het eigen kapitaal van een vennootschap, sluit ze voor zover mogelijk een aandelenovereenkomst waarin minstens de nadere regels bepaald worden voor het goed bestuur van de betrokken vennootschap, de overdracht van aandelen en de eventuele uittreding van de Maatschappij.

§ 3. De Maatschappij kan een beroep doen op de diensten van derden en ze belasten met elke opdracht nuttig voor de verwezenlijking van haar maatschappelijk doel;

Art. 6. § 1. De Maatschappij kan, na instemming van de Regering, gespecialiseerde dochterondernemingen oprichten waarvan zij rechtstreeks of onrechtstreeks de meerderheid van de effecten die het maatschappelijk kapitaal of het eigen kapitaal vertegenwoordigen, aanhoudt.

Het Gewest is gemachtigd om rechtstreeks effecten aan te houden die het maatschappelijk kapitaal of het eigen kapitaal van de gespecialiseerde dochterondernemingen vertegenwoordigen.

Het maatschappelijk doel van de gespecialiseerde dochterondernemingen, bepaald bij hun statuten, moet volledig opgaan in het maatschappelijk doel van de Maatschappij.

§ 2. Hun maatschappelijk doel kan de opdrachten bevatten die hen bij decreet of bij regeringsbesluit zijn overgedragen, om bij de te dragen tot de uitvoering van het gewestelijk economisch beleid. Wanneer de opdrachten die hen bij regeringsbesluit zijn overgedragen, een uitbreiding van hun maatschappelijk doel vormen, dient het regeringsbesluit bij decreet worden bevestigd, binnen de zes maanden na aanneming ervan, zoniet worden ze geacht geen effect te hebben gehad.

De gespecialiseerde dochterondernemingen voeren strikt en trouw de opdrachten uit, die ze bij decreet of regeringsbesluit overgedragen kregen, overeenkomstig de nadere regels bepaald door de Regering.

Het Gewest verstrekt de gespecialiseerde dochterondernemingen de financiële middelen nodig voor het voltooien van deze opdrachten. De verrichtingen die de gespecialiseerde dochterondernemingen in het kader van deze opdrachten uitvoert worden afzonderlijk geboekt.

§ 3. Artikel 5 is van toepassing op de gespecialiseerde dochterondernemingen.

Art. 7. De Maatschappij financiert zelf haar opdrachten uit haar vermogen, evenals de opbrengsten van haar activiteiten, onverminderd artikel 4, § 2.

Om de opdrachten als bedoeld in artikel 4, § 1, te financieren, kan de Maatschappij lenen en de aanvullende Europese en internationale financierings- en expertiseprogramma's en -bronnen inzetten om de oprichting, de groei en het voortbestaan van de ondernemingen in het Waalse Gewest te ondersteunen.

Art. 8. De Maatschappij en de gespecialiseerde dochterondernemingen kunnen al dan niet publiekelijk al dan niet obligatieleningen, al dan niet converteerbaar, al dan niet ondergeschikt, aangaan of uitschrijven. De Regering kan deze leningen van de gewestelijke waarborg voorzien, tegen de voorwaarden en voor de bedragen die zij bepaalt.

De uitgaven van obligatieleningen in het publiek worden aan de toelating van de Regering onderworpen, die er de voorwaarden van goedkeurt, na advies van de « Conseil régional du Trésor ».

Het maximaal uitstaand bedrag van de verbintenissen van de Maatschappijen en haar gespecialiseerde dochterondernemingen die door de Regering worden gewaarborgd overeenkomstig de leden 1 en 2 wordt vastgesteld op 250 miljoen euro.

Betalingen die het Gewest uitvoert wegens zijn waarborg worden in de hoofdsom, vermeerderd met de intresten tegen dezelfde rentevoet als die van de gewaarborgde leningen terugbetaald.

Terugbetalingen die de Maatschappij en haar dochterondernemingen verschuldigd zijn worden verricht via winstopneming op het (de) volgend(e) boekjaar (-jaren).

De Maatschappij en haar gespecialiseerde dochterondernemingen kunnen leningen toestaan.

Afdeling 4. — Werking

Onderafdeling 1. — Aandeelhouderschap, kapitaal en statuut

Art. 9. De effecten die het maatschappelijk kapitaal of het eigen kapitaal van de Maatschappij of van haar dochterondernemingen vertegenwoordigen, zijn op naam gesteld.

Artikel 7: 78 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen is niet van toepassing op de Maatschappij.

Art. 10. Het Gewest houdt minstens achtennegentig percent en een half van de effecten, die het kapitaal van de Maatschappij vertegenwoordigen, in handen.

Art. 11. De statuten van de Maatschappij en haar gespecialiseerde dochterondernemingen, evenals iedere wijziging daaraan, worden ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd en treden pas in werking na deze goedkeuring.

Na goedkeuring door de Regering worden de statutenwijzigingen ter informatie aan het Parlement doorgezonden.

Onderafdeling 2. — Ontbinding

Art. 12. De ontbinding met vereffening van de Maatschappij wordt enkel uitgesproken bij een decreet waarbij de vereffeningswijze en -voorwaarden worden geregeld.

Onderafdeling 3. — Organen

Art. 13. De bevoegdheden, de samenstelling en de werking van de organen van de Maatschappij worden via haar statuten geregeld.

Art. 14. § 1. De Maatschappij wordt bestuurd door een raad van bestuur bestaande uit minimum acht en maximum twaalf leden.

§ 2. De personen die een ambt uitoefenen dat onverenigbaar is geworden door de statuten van de betrokken maatschappij, en bij iedere wet, ieder decreet of besluit kunnen het ambt van bestuurder van de Maatschappij en haar dochterondernemingen niet uitoefenen.

Het mandaat van de leden van de raad van bestuur van de Maatschappij heeft een duur van vijf jaar, hernieuwbaar. De leden van de raad van bestuur worden benoemd voor de duur van de legislatuur binnen de drie maanden volgend op de datum van de eedaflegging van de regeringsleden volgend op de hernieuwing van het Parlement. Bij wijze van uitzondering heeft het mandaat van de eerste bestuurders van de Maatschappij, benoemd bij oprichting ervan, een duur van zeven jaar.

§ 3. Na eensluitend advies van de Regering benoemt de raad van bestuur een voorzitter en een ondervoorzitter onder zijn leden.

Bij staking van de stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

§ 4. De raad van bestuur kan de bevoegdheden die hem zijn toegewezen overdragen en stelt de nadere regels voor die delegatie vast, overeenkomstig de voorwaarden bepaald bij de statuten.

Art. 15. § 1. Er worden binnen de Maatschappij een directiecomité opgericht.

Het directiecomité bestaat uit vijf tot zes leden, benoemd uit eigen kring door de raad van bestuur na eensluitend advies van de Waalse Regering.

§ 2. Het directiecomité vervult de volgende opdrachten:

1° de uitvoering van de opdrachten, hem toevertrouwd door de statuten en door de raad van bestuur, op zich nemen;

2° het dagelijks bestuur van de Maatschappij op zich nemen.

§ 3. Het directiecomité kan de bevoegdheden die hem zijn toegewezen overdragen en stelt de nadere regels voor die delegatie vast, overeenkomstig de voorwaarden bepaald bij de statuten.

§ 4. Behoudens in geval van belangenconflict die hen betreft, wonen de leden van het directiecomité de vergaderingen van de raad van bestuur met raadgevende stem bij.

§ 5. De leden van het directiecomité oefenen hun ambt uit in het kader van een arbeidsovereenkomst.

Art. 16. § 1. Er wordt een oriëntatiecomité bij de raad van bestuur van de Maatschappij opgericht.

Bedoeld comité brengt advies uit over ieder project van de Maatschappij met een impact op het werkgelegenheidsbeleid zoals de projecten tot oprichting van gespecialiseerde dochterondernemingen en het nemen van participaties. Bedoeld comité kan eveneens op eigen initiatief advies uitbrengen over iedere aangelegenheid die het algemeen beleid van de Maatschappij aangaat, en in het bijzonder met het oog op de bevordering van werkgelegenheidscreatie.

Het bestaat uit de leden van het directiecomité van de Maatschappij en uit de vertegenwoordigers van de vakbonden vertegenwoordigd in het bureau van de economische, sociale en leefmilieuraad van Wallonië.

§ 2. De raad van bestuur kan één of meerdere investerings-, krediet- en waarborgcomités instellen.

Onderafdeling 4. — Controles

Art. 17. De controle op de financiële situatie, de jaarrekeningen en de regelmatigheid van de verrichten vast te stellen in de jaarrekeningen van de Maatschappij en haar dochterondernemingen wordt verricht door één of meerdere commissarissen, overeenkomstig het Wetboek van vennootschappen en verenigingen benoemd door de algemene vergadering van de betrokken vennootschap.

Art. 18. Jaarlijks maken de Maatschappij en de dochterondernemingen aan de Regering een verslag over de verwezenlijkte verrichtingen over, volgens het tijdpad vastgesteld in de statuten.

Het verslag dat de Maatschappij overmaakt bevat minstens een sectorgebonden analyse van de activiteiten en de opvolging van het duurzaamheidsbeleid op milieuvlak, van het sociaal beleid en van het goed bestuur van de Maatschappij. Dat beleid bevat, voor de investeringsdossiers die de Maatschappij analyseert, naast de financiële analyse in strikte zin, niet-financiële criteria in een analyserooster voor de investeringsdossiers.

De Regering kan daarnaast de Maatschappijen en de gespecialiseerde dochterondernemingen te allen tijde over hun opdrachten en hun strategieën ondervragen.

Jaarlijks maakt de Regering het Parlement het verslag over, uiterlijk één maand na het verslag bedoeld in lid 1 te hebben gekregen.

Onderafdeling 5. — Personeel

Art. 19. De band tussen de Maatschappij en de gespecialiseerde dochterondernemingen, enerzijds, en hun personeelsleden, anderzijds, is van contractuele aard.

Onderafdeling 6. — Verscheidene bepalingen

Art. 20. De territoriaal bevoegde directie van het aankoopcomité van het Waals Gewest heeft de hoedanigheid om authenticiteit te verlenen aan iedere akte voor de organisatie en het intern bestuur van de Maatschappij en haar dochterondernemingen.

Art. 21. Tijdens iedere periode waarin het Gewest, de Maatschappij en haar dochterondernemingen een participatie aanhouden van vijftieng tot negentig procent of meer in een maatschappij, kunnen zij te allen tijde iedere inlichting over die maatschappij eisen. Ze nemen ter plaatse kennis van de boeken, de briefwisseling, de notulen en alle geschriften van deze maatschappij.

Art. 22. Onverminderd de verplichtingen die hen bij wet of decreet worden opgelegd, en behoudens de gevallen waarin zij in rechte moeten komen getuigen, worden door de leden van de raad van bestuur, de leden van het directiecomité, de leden van het kredietcomité, de leden van het oriëntatiecomité, de commissarissen, de regeringscommissarissen, evenals het personeel van de Maatschappij of haar dochterondernemingen geen inlichtingen of vertrouwelijke feiten die ze van ambtswege vernomen hebben, verspreid.

Lid 1 is niet van toepassing op de communicaties met de Waalse Regering die onontbeerlijk zijn voor het voltooien van haar opdrachten door de Maatschappij en haar dochterondernemingen.

Art. 23. § 1. Worden gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot één jaar en een geldboete van 300 euro tot 1000 euro of met één van deze straffen alleen, degenen die :

1° weigeren de inlichtingen bedoeld in artikel 21 te geven;

2° bewust inlichtingen als bedoeld in artikel 21 geven dien onjuist of onvolledig zijn.

§ 2. Iedere inbreuk op artikel 22 wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden of met een geldboete van 300 tot 1000 euro.

§ 3. De bepalingen van boek I van het Strafwetboek zijn, zonder uitzondering van hoofdstuk VII en van artikel 85, van toepassing op de inbreuken bedoeld in §§ 1 en 2.

Hoofdstuk 2. — *Gespecialiseerde vennootschappen*

Art. 24. Ter bevordering van de economische ontwikkeling van het Gewest en voor de organisatie van de nodige samenwerkingen kan de Regering, alleen of met andere publiek- of privaatrechtelijke rechtspersonen, gespecialiseerde maatschappijen oprichten waarvan het Gewest de meerderheid van de effecten, die het maatschappelijk kapitaal of het eigen vermogen vertegenwoordigen, aanhoudt. De oprichting van een gespecialiseerde vennootschap wordt door de Regering aan het Parlement medegedeeld, binnen een termijn van één maand volgend op de beslissing van de Regering.

Het Gewest kan effecten, die het maatschappelijk kapitaal of het eigen kapitaal van de gespecialiseerde vennootschappen, in eigen bezit of in het kader van een gedelegeerde opdracht, toevertrouwd aan één of meerdere entiteiten die ze aanwijst, houden.

Het maatschappelijk doel van de gespecialiseerde maatschappijen is het verwezenlijken van de hen bij decreet of regeringsbesluit gedelegeerde opdrachten, tegen de voorwaarden die de Regering bepaalt, en van opdrachten voor eigen rekening zoals omschreven in hun statuten.

De gespecialiseerde maatschappijen worden bestuurd door een raad van bestuur en een directiecomité (benoemd door de raad van bestuur buiten zijn midden).

§ 2. De gespecialiseerde maatschappijen zijn maatschappijen van openbaar nut in de zin van de Wet van 2 april 1962 betreffende de Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij en de gewestelijke investeringsmaatschappijen, opgericht in de vorm van maatschappijen als bedoeld bij het Wetboek van vennootschappen en verenigingen. Voor alles wat niet bij of krachtens dit decreet wordt geregeld, wordt deze maatschappijen onderworpen aan de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

§ 3. De "Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement" (Openbare maatschappij voor hulpverlening inzake de verbetering van het leefmilieu) is een gespecialiseerde vennootschap.

§ 4. De gespecialiseerde maatschappijen voeren strikt en trouw de opdrachten uit, die ze bij decreet of regeringsbesluit overgedragen kregen, overeenkomstig de nadere regels bepaald door de Regering.

§ 5. Het Gewest verstrekt de gespecialiseerde maatschappijen de financiële middelen nodig voor het voltooien van deze opdrachten. De verrichtingen die de gespecialiseerde maatschappijen in het kader van deze opdrachten uitvoert worden afzonderlijk geboekt.

§ 6. Binnen de perken van hun doelen en van hun opdrachten kunnen de gespecialiseerde maatschappijen:

1° deel uitmaken van elke vereniging, groep of elk syndicaat of er belangen in nemen;

2° een participatie in het kapitaal van een vennootschap verkrijgen door inbrenging, fusie, overdracht, intekening op aandelen bij oprichting van een maatschappij of bij een verhoging van het maatschappelijk kapitaal of het eigen kapitaal of bij enig ander middel;

3° intekenen op of publieke uitgifte doen van leningen, al dan niet obligatieleningen, al dan niet converteerbaar, al dan niet ondergeschikt, om leningen toe te kennen;

4° alle persoonlijke of zakelijke waarborgen of zekerheden nemen, met name een pandrecht op een handelszaak;

5° overgaan tot het verwerven van ieder onroerend goed en ieder effect, iedere titel, ieder financieel instrument of roerend goed in het kader van het beheer van haar thesaurie;

6° in het algemeen, iedere verrichting uitvoeren die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houdt met haar maatschappelijk doel of van aard is om de verwezenlijking ervan te bevorderen.

§ 7. De gespecialiseerde maatschappijen kunnen een beroep doen op de diensten van derden en ze belasten met elke opdracht nuttig voor de verwezenlijking van haar maatschappelijk doel.

§ 8. Wanneer een gespecialiseerde maatschappij een lening toekent, sluit de ze een overeenkomst waarin de nadere regels voor deze lening worden bepaald.

Wanneer een gespecialiseerde maatschappij participaties neemt in het maatschappelijk kapitaal of het eigen kapitaal van een vennootschap, sluit ze voor zover mogelijk een aandelenovereenkomst waarin minstens de nadere regels bepaald worden voor het goed bestuur van de betrokken vennootschap, de overdracht van aandelen en de eventuele uittreding van de gespecialiseerde maatschappij.

§ 9. De Regering kan, tegen de voorwaarden en voor de bedragen die zij bepaalt, de waarborg van het Gewest toekennen voor de leningen die door de gespecialiseerde maatschappijen zijn aangegaan dan wel verstrekt.

Het maximaal uitstaand bedrag van de verbintenissen van de gespecialiseerde maatschappijen die door de Regering worden gewaarborgd overeenkomstig de leden 1 en 2 wordt vastgesteld op 250 miljoen euro.

De uitgiften van obligatieleningen in het publiek worden aan de toelating van de Regering onderworpen, die er de voorwaarden van goedkeurt.

Betalingen die het Gewest uitvoert wegens zijn waarborg worden in de hoofdsom, vermeerderd met de intresten tegen dezelfde rentevoet als die van de gewaarborgde leningen terugbetaald. Terugbetalingen die de gespecialiseerde maatschappijen verschuldigd zijn worden verricht via winstopneming op het (de) volgend(e) boekjaar (-jaren).

§ 10. De effecten die het maatschappelijk kapitaal of het eigen kapitaal van de gespecialiseerde maatschappijen vertegenwoordigen, zijn op naam gesteld.

§ 11. De statuten van de gespecialiseerde maatschappijen, evenals alle wijzigingen aan deze statuten, worden de Regering ter goedkeuring voorgelegd.

Na goedkeuring door de Regering worden de statutenwijzigingen ter informatie aan het Parlement doorgezonden, binnen de maand van bedoelde goedkeuring.

§ 12. De controle op de financiële situatie, de jaarrekeningen en de regelmatigheid van de verrichten vast te stellen in de jaarrekeningen van de gespecialiseerde maatschappijen wordt verricht door één of meerdere commissarissen, overeenkomstig het Wetboek van vennootschappen en verenigingen benoemd door de algemene vergadering.

§ 13. De ontbinding met vereffening van de gespecialiseerde maatschappijen wordt enkel uitgesproken bij een decreet waarbij de vereffeningswijze en -voorwaarden worden geregeld.

§ 14. Er kan een oriëntatiecomité worden ingesteld bij iedere gespecialiseerde maatschappij.

Bedoeld comité brengt advies uit over ieder project van de maatschappij met een impact op het werkgelegenheidsbeleid zoals de projecten tot oprichting van dochterondernemingen en het nemen van participaties. Bedoeld comité kan eveneens op eigen initiatief advies uitbrengen over iedere aangelegenheid die het algemeen beleid van de gespecialiseerde maatschappij aangaat, en in het bijzonder met het oog op de bevordering van werkgelegenheidscreatie.

Het bestaat uit de leden van het directiecomité van de betrokken gespecialiseerde maatschappij en uit de vertegenwoordigers van de vakbonden vertegenwoordigd in het bureau van de economische, sociale en leefmilieuraad van Wallonië.

Wanneer overwogen wordt nieuwe dochterondernemingen te openen, stelt bedoeld comité zich open voor het breedst mogelijk overleg met de vertegenwoordigers van betrokken sector.

§ 15. Jaarlijks maken de gespecialiseerde maatschappijen aan de Regering een verslag over de verwezenlijkte verrichtingen over, volgens de, in de statuten vastgestelde, recurrenties.

De Regering kan daarnaast de gespecialiseerde maatschappijen te allen tijde over hun opdrachten en hun strategieën ondervragen.

Jaarlijks maakt de Regering het Parlement de verslagen over, uiterlijk één maand na het verslag bedoeld in lid 1 te hebben gekregen.

§ 16. Tijdens iedere periode waarin de gespecialiseerde maatschappijen een participatie aanhouden van vijftieng procent of meer in een maatschappij, kunnen zij te allen tijde iedere inlichting over die maatschappij eisen. Ze nemen ter plaatse kennis van de boeken, de briefwisseling, de notulen en alle geschriften van deze maatschappij.

§ 17. De territoriaal bevoegde directie van het aankoopcomité van het Waals Gewest heeft de hoedanigheid om authenticiteit te verlenen aan iedere akte voor de organisatie en het intern bestuur van de gespecialiseerde maatschappijen.

§ 18. De band tussen de gespecialiseerde maatschappijen, enerzijds, en hun personeelsleden, anderzijds, is van contractuele aard.

§ 19. Onverminderd de verplichtingen die hen bij wet of decreet worden opgelegd, en behoudens de gevallen waarin zij in rechte moeten komen getuigen, worden door de leden van de raad van bestuur, de commissarissen, de regeringscommissarissen, de leden van het oriëntatiecomité, evenals het personeel van de Maatschappij of haar dochterondernemingen geen inlichtingen of vertrouwelijke feiten die ze van ambtswege vernomen hebben, verspreid.

Lid 1 is niet van toepassing op de communicaties met de Waalse Regering die onontbeerlijk zijn voor het voltooiën van haar opdrachten.

§ 20. Worden gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot één jaar en een geldboete van 300 euro tot 1000 euro of met één van deze straffen alleen, degenen die :

1° de bepalingen van paragraaf 19 overtreden;

2° weigeren de inlichtingen te verstrekken die ze dienen te verstrekken als bedoeld in paragraaf 16;

3° bewust inlichtingen als bedoeld in artikel 16 geven dien onjuist of onvolledig zijn.

Iedere inbreuk op artikel 19 wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden of met een geldboete van 1.000 tot 1000 euro.

De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn van toepassing op bovenbedoelde inbreuken.

Hoofdstuk 3. — *Opheffings-, wijzigings- en slotbepalingen*

Art. 25. Op de datum vastgesteld door de Regering:

1° worden de gezamenlijke activa en passiva, rechten en verplichten van de "Société Régionale d'Investissement de Wallonie" (hierna "SRIW" genoemd), van de "Société wallonne de Gestion et de Participation", hierna de "SOGÉPA" genoemd, en van de "Société wallonne de Financement et de garantie des PME", hierna de "SOWALFIN" genoemd, van rechtswege, met inbegrip van de gezamenlijke subsidies, publieke inbrengen, intellectuele eigendom en informatiepatrimonium, aan de Maatschappij overgedragen;

2° wordt het geheel van de rechten en van de sociale verplichtingen, waaronder op onvolledige wijze de automatische overdracht van de in uitvoering zijnde arbeidscontracten en het behoud van de rechten en voordelen van de overgedragen werknemers, eveneens op dezelfde datum overgenomen.

De overdracht van de rechten en de verplichtingen als bedoeld in lid 1 is tegenoverstelbaar ten opzichte van derden, zonder enige formaliteit op dezelfde datum.

Art. 26. Opgeheven worden op de datum vastgesteld door de Regering:

1° het decreet van 11 juli 2002 houdende organisatie van het statuut van de "Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises", "SOWALFIN" afgekort;

2° de artikelen 21 tot 41 van de wet van 2 april 1962 betreffende de Federale Investeringsmaatschappij en de Gewestelijke Investeringsmaatschappijen;

3° het decreet van 28 november 2013 houdende oprichting van het "Agence pour l'entreprise et l'innovation" (Agentschap Ondernemen en Innoveren), afgekort A.E.I.

De opheffing van de bepalingen bedoeld in lid 1 houdt de ontbinding van betrokken maatschappijen in.

Art. 27. In artikel 2, 20°, van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering worden, op de datum vastgesteld door de Regering, de woorden "22, § 2, van de wet van 2 april 1962 betreffende de Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij en de gewestelijke investeringsmaatschappijen;" vervangen door de woorden "24, § 3, van het decreet van 19 oktober 2022 betreffende de gewestelijke maatschappijen voor economische ontwikkeling en de gespecialiseerde maatschappijen".

Art. 28. De Regering kan elke maatschappij in de vorm van privaatrechtelijke naamloze vennootschap waarvan ze te allen tijde, rechtstreeks of onrechtstreeks de meeste effecten ter vertegenwoordiging van het kapitaal in bezit heeft, na instemming van de Regering oprichten.

§ 2. Hun maatschappelijk doel kan de opdrachten bevatten die hen bij decreet of bij regeringsbesluit zijn overgedragen, om bij de te dragen tot de uitvoering van de stimulering van het gewestelijk economisch en technologisch beleid. Wanneer de opdrachten die hen bij regeringsbesluit zijn overgedragen, een uitbreiding van hun maatschappelijk doel vormen, dient het regeringsbesluit bij decreet worden bevestigd, binnen de zes maanden na aanneming ervan, zoniet worden ze geacht geen effect te hebben gehad.

Bij deze bepalingen worden met name beoogd het "Agence du Numérique" en het "Office économique wallon du bois".

Voor alles wat niet bij of krachtens dit decreet wordt geregeld, wordt deze maatschappijen onderworpen aan de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Art. 29. In afwijking van artikel 15, § 1, lid 2, worden de leden van het directiecomité die benoemd worden bij de oprichting van de Maatschappij of tot 1 januari 2023 aangewezen door de Waalse Regering. Hetzelfde geldt voor de leden van iedere uitbreiding van het directiecomité die bepaald zou worden bij de statuten van de Maatschappij.

Art. 30. In artikel 3, § 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, wordt 2° vervangen door hetgeen volgt:

"2° de Maatschappij bedoeld in artikel 1 van het decreet van 19 oktober 2022 betreffende de gewestelijke maatschappijen voor economische ontwikkeling en de gespecialiseerde maatschappijen;"

§ 2. In artikel 3, § 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder wordt 3° vervangen door hetgeen volgt:

"3° de Maatschappij bedoeld in artikel 1 van het decreet van 19 oktober 2022 betreffende de gewestelijke maatschappijen voor economische ontwikkeling en de gespecialiseerde maatschappijen;"

§ 3. In artikel 3, § 2, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder worden de woorden "in de zin van de wet van 2 april 1962 betreffende de federale investeringsmaatschappij en de gewestelijke investeringsmaatschappijen, zoals gewijzigd bij het decreet van 6 mei 1999" vervangen door de woorden "de Maatschappij bedoeld in artikel 1 van het decreet van 19 oktober 2022 betreffende de gewestelijke maatschappijen voor economische ontwikkeling en de gespecialiseerde maatschappijen".

Art. 31. De Regering van de firmanaam van de Maatschappij vaststellen en wijzigen.

De Regering kan de terminologie en de verwijzingen in de geldende decreetgevende bepalingen aanpassen aan de bepalingen ingevoerd bij dit decreet.

Art. 32. Dit decreet treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt; onverminderd de artikelen 25, 26 en 27.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 oktober 2022.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Chr. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,
C. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2022-2023.

Stukken van het Waals Parlement, 1050 (2022-2023) Nrs. 1 tot 17.

Volledig verslag, plenaire zitting van 19 oktober 2022.

Bespreking.

Stemming.